



16.309

**Standesinitiative Jura.
Milchkrise und Milchmengensteuerung**

**Initiative cantonale Jura.
Crise laitière et gestion des volumes**

Vorprüfung – Examen préalable

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.09.17 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.18 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

17.301

**Standesinitiative Freiburg.
Mengensteuerung
der Milchproduktion**

**Initiative cantonale Fribourg.
Gestion des volumes
de production laitière**

Vorprüfung – Examen préalable

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.06.18 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.18 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

17.310

**Standesinitiative Genf.
Allgemeinverbindliche Regelung
der Milchmengen- und
der Milchpreissteuerung**

**Initiative cantonale Genève.
La gestion des volumes et le prix
du lait doivent être réorganisés
et redéfinis avec force obligatoire**

Vorprüfung – Examen préalable

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.06.18 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)





NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.18 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

Antrag der Mehrheit

Den Initiativen keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Brunner Toni, Aeschi Thomas, Amaudruz, Egloff, Flückiger Sylvia, Gschwind, Matter, Tuena)

Den Initiativen Folge geben

Proposition de la majorité

Ne pas donner suite aux initiatives

Proposition de la minorité

(Brunner Toni, Aeschi Thomas, Amaudruz, Egloff, Flückiger Sylvia, Gschwind, Matter, Tuena)

Donner suite aux initiatives

Le président (de Buman Dominique, président): Vous avez reçu un rapport écrit de la commission.

Brunner Toni (V, SG): Wir haben es hier mit drei Standesinitiativen der Kantone Jura, Genf und Freiburg zu tun. Alle haben grosso modo den gleichen Inhalt. Es geht nämlich darum, dass man betreffend den Milchmarkt Massnahmen ergreifen möchte und jetzt diese allgemeinverbindlichen Vorschläge betreffend Mengensteuerung und Preispolitik in der Milchwirtschaft macht.

Warum kommen diese Standesinitiativen, und warum glaube ich als Vertreter der Minderheit, dass wir nicht einfach so tun können, als ob hier kein Handlungsbedarf bestünde? Ich unterstütze diese Minderheit und repräsentiere sie hier auch, weil in der Milchwirtschaft tatsächlich eine Krise herrscht, was den Preis der Produzenten anbelangt. Wenn es nämlich so weitergeht, dann werden wir in Zukunft in den voralpinen Hügellgebieten, in den Berggebieten der Schweiz langsam, aber sicher keine Milchproduktion mehr haben, weil sie schlichtweg nicht mehr kostendeckend gewährleistet werden kann.

Bei der Milchproduktion, das sehen wir bereits jetzt, ist es mit der neuen Agrarpolitik und auch mit der Entflechtung der Preise und der Mengen dazu gekommen, dass aktuell viele Betriebe umstellen, weg von der Milchproduktion, hin zu beispielsweise Weidemast- oder Aufzuchtbetrieben. Diese Betriebe bringen schlichtweg nicht mehr die Kraft und die viele Arbeit auf, die Milchproduktion noch aufrechtzuerhalten; sie ist nicht mehr kostendeckend.

Diese Standesinitiativen kommen nicht von ungefähr. Sie kommen, weil diese Kantone und diese Parlamente, immerhin drei an der Zahl, gesehen haben, dass, wenn man jetzt nicht Gegenmassnahmen ergreift, die Milchproduktion in Zukunft nur noch in industrieller Form, ähnlich wie im Ausland, und nicht mehr auf den bäuerlichen Familienbetrieben in den Hügell- und Berggebieten stattfinden wird.

Es ist letztlich auch so, dass ein kostendeckender Milchpreis in der Schweiz nicht gewährleistet ist; der Milchpreis bewegt sich heute leider sehr oft zwischen 50 und 60 Rappen. Bei industrieller Milch ist er noch wesentlich tiefer. Es gibt ja die A-, B- und C-Milch, und vor allem die C-Milch reisst die gesamte Milchpreispolitik herunter. Hier sind wir gefordert, vonseiten des Parlamentes auch Lösungswege aufzuzeigen.

Wenn wir jetzt den drei Standesinitiativen Folge geben, heisst das letztlich auch, dass wir Handlungsbedarf erkennen, dass es in der Milchpolitik in diesem Land ein Problem gibt und dass wir den Bauern in diesem Bereich helfen wollen. Wenn wir das jetzt nicht tun, die drei Initiativen wegputzen und so tun, als bestünde kein Problem, sind wir letztlich mitverantwortlich, wenn noch viele Milchbauern die Produktion aufgeben werden.

Darum habe ich meinen Minderheitsantrag hier eingereicht, unterstützt von Kolleginnen und Kollegen aus verschiedenen Parteien, und es wäre schön, wenn Sie die drei Standesinitiativen unterstützen würden – zum Wohle der Schweizer Milchbauern und vor allem zum Wohle jener, die auch künftig bereit sind, gesunde Schweizer Milch zu produzieren.

Lüscher Christian (RL, GE), pour la commission: C'est le 14 août 2018 que la Commission de l'économie et des redevances de notre conseil a procédé à l'examen préalable des trois initiatives dont il est question aujourd'hui, qui ont été déposées par les cantons du Jura, de Fribourg et de Genève. Ces trois initiatives visent à ce que la gestion du volume de la production laitière et les prix du lait soient réorganisés et redéfinis avec force obligatoire.



Les initiatives des cantons du Jura et de Genève ne proposent pas de modification d'acte, en revanche celle du

AB 2018 N 1566 / BO 2018 N 1566

canton de Fribourg prévoit des mesures concrètes, à savoir que les dispositions légales soient modifiées afin que le Conseil fédéral rende obligatoire un contrat-type à tous les échelons de l'achat et de la vente de lait cru. La commission propose, par 11 voix contre 7 et 6 abstentions, de ne pas donner suite à l'initiative du canton du Jura; par 11 voix contre 8 et 4 abstentions, à celle du canton de Fribourg et, par 10 voix contre 7 et 7 abstentions, à celle du canton de Genève.

La proposition de la minorité, défendue par Monsieur Toni Brunner, que vous venez d'entendre, propose au conseil de donner suite à ces trois initiatives.

Les initiatives des cantons du Jura et de Genève visent à ce que les lois ad hoc soient modifiées afin de permettre que la gestion des volumes et des prix du lait soit réorganisée et redéfinie avec force obligatoire entre les interprofessions, ceci dans un objectif de transparence quantitative et de planification pour chaque année laitière.

L'initiative du canton de Fribourg, comme je vous le disais, propose des mesures concrètes. Premièrement, que le Conseil fédéral rende obligatoire, à tous les échelons de l'achat et de la vente de lait cru, un contrat-type, conformément à l'article 37 de la loi fédérale sur l'agriculture. Deuxièmement, que si l'Interprofession du lait ne parvient pas à s'entendre sur un contrat-type qui comprenne les dispositions exposées au point 1, le Conseil fédéral édicte des prescriptions équivalentes pour une période de deux ans. Et troisièmement, que le Conseil fédéral assure une surveillance crédible du respect des clauses obligatoires du contrat-type par les acheteurs et les vendeurs de lait.

Les initiatives jurassienne et genevoise sont motivées par ce qui est appelé la crise laitière causée par l'abandon des contingents laitiers en 2009. Selon les auteurs, en tant que principal segment de l'agriculture suisse, la production laitière contribue de manière substantielle à la sécurité de l'approvisionnement de la population, à la conservation des bases naturelles de l'existence, à l'entretien du paysage rural et à l'occupation décentralisée du territoire, c'est-à-dire à la réalisation des objectifs définis dans la Constitution fédérale. La filière laitière indigène offre l'avantage de fournir aux consommateurs un produit agricole qui satisfait aux exigences de qualité les plus élevées.

Le prix moyen du litre de lait dégringole depuis des années; il est parfois inférieur à 50 centimes. Cette situation qui persiste est jugée démoralisante, nombreux étant les exploitants qui cèdent au découragement. Avec la variation des prix du lait dictée par les marchés mondiaux, les producteurs suisses ont du mal à établir un budget et à planifier les investissements. La production de lait en Suisse implique en effet des coûts fixes sensiblement plus élevés qu'à l'étranger. Si la situation devait durer, un démantèlement sans précédent du secteur laitier risquerait de se produire avec, à la clé, un déséquilibre important dans l'utilisation des sols en Suisse. Depuis 1990, le nombre de producteurs de lait a été réduit de moitié.

En ce qui concerne l'initiative du canton de Fribourg, elle reprend l'invite des initiatives émanant des cantons du Jura et de Genève, à savoir que la gestion des volumes et des prix du lait doit être réorganisée et redéfinie avec force obligatoire entre les interprofessions, les acheteurs et les transformateurs, cela dans un objectif de transparence quantitative et de planification pour chaque année laitière – ce sont les mots qui sont repris dans les trois initiatives. La loi fédérale sur l'agriculture comprend à l'article 37 les dispositions nécessaires pour atteindre cet objectif. L'Interprofession du lait s'est engagée à soumettre à ses délégués en automne 2016 une modification de son contrat-type prévoyant des clauses plus contraignantes qui devraient aller dans le sens voulu par une motion qui avait été déposée au Grand Conseil fribourgeois. Le Conseil fédéral peut, selon le canton de Fribourg, subséquemment donner la force obligatoire générale à ce nouveau contrat-type dans la mesure où il répond aux exigences de la motion en matière de transparence et de sécurité de planification pour les producteurs. Si ces exigences n'étaient pas remplies, selon le canton de Fribourg, alors le Conseil fédéral disposerait, selon l'article 37 alinéa 6 de la loi fédérale sur l'agriculture, de la compétence d'édicter par voie d'ordonnance des prescriptions provisoires conformes à cet objectif.

Il convient de porter à la connaissance de notre conseil que le 19 septembre 2017, le Conseil des Etats a décidé, par 25 voix contre 13, de ne pas donner suite à l'initiative cantonale jurassienne. Le 6 juin 2018, il a décidé, sans opposition, de ne pas donner suite non plus aux initiatives des cantons de Fribourg et de Genève. Pour la Commission de l'économie et des redevances, en tout cas pour sa majorité, il ne fait aucun doute que le prix du lait ne permet pas d'assurer une production rentable dans tous les domaines de l'économie laitière. La majorité relève cependant des différences considérables d'une exploitation à l'autre: ainsi, les exploitations qui axent leurs activités sur la demande en fabriquant par exemple des produits de grande qualité, qui plaisent à un grand nombre de clients, se portent plutôt très bien. Des défis structurels se posent toutefois, en relation



avec le progrès technologique opéré dans l'économie laitière ainsi qu'avec le commerce extérieur, lequel influe, il est vrai, fortement sur le prix du lait suisse.

La majorité de la commission est d'avis qu'il faut faire en sorte d'augmenter la création de valeur en mettant en place une stratégie en matière de qualité, voire en renforçant la verticalisation de la production. Selon elle, un nouveau contingentement de la production laitière et la définition d'un prix fixe ne permettront pas de résoudre les problèmes complexes que rencontre la filière laitière, laquelle n'est d'ailleurs pas favorable à de telles mesures. L'orientation du secteur laitier dans son ensemble doit être réexaminée dans le contexte de la Politique agricole 2022 plus, a rappelé la majorité de la commission.

Considérant que les trois initiatives ne permettent pas d'atteindre l'objectif visé, la majorité de la commission propose de ne pas leur donner suite. Quant à la minorité qui a été tout à l'heure présentée par Monsieur Toni Brunner, elle propose, comme vous l'avez entendu, de leur donner suite.

Nous vous recommandons donc de ne pas donner suite à ces trois initiatives; c'est la position de la majorité de la commission.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Es ist mir eine Ehre, im Namen der Kommissionsmehrheit zu drei Standesinitiativen Stellung zu nehmen.

Die Initiative 16.309 des Kantons Jura will, dass die Steuerung der Milchproduktion und der Milchpreise für die Branchenorganisationen, Abnehmer und Verarbeiter allgemeinverbindlich geregelt wird. Die Kommission beantragt Ihnen mit 11 zu 7 Stimmen bei 6 Enthaltungen, dieser Standesinitiative keine Folge zu geben.

Die Initiative 17.301 des Kantons Freiburg will etwas Ähnliches. Sie ist aber noch konkreter. Sie will erstens, dass ein Standardvertrag Milchpreise und -mengen verbindlich festlegt, zweitens, dass der Bundesrat diesen Standardvertrag für zwei Jahre erlässt, wenn die Branche sich nicht selber einigen kann, und drittens, dass der Bundesrat die Einhaltung dieses Vertrags überwacht. Die WAK-NR beantragt mit 11 zu 8 Stimmen bei 4 Enthaltungen, dieser Standesinitiative keine Folge zu geben.

Dann ist da noch die Initiative des Kantons Genf. Sie fordert, dass die Steuerung der Milchproduktion und der Milchpreise allgemeinverbindlich geregelt wird. Die WAK-NR lehnt diese Standesinitiative ebenfalls ab, und zwar mit 10 zu 7 Stimmen bei 7 Enthaltungen.

Vor der WAK-NR hat der Ständerat diese drei Standesinitiativen bereits behandelt. Seine vorberatende Kommission hatte die Kantone und ihre Argumente angehört und die Anliegen ausgiebig diskutiert. Sie kam zu einem sehr klaren Verdikt. Die WAK des Ständerates beantragte dem Ständerat einstimmig, diesen Standesinitiativen keine Folge zu geben. Im Plenum des Ständerates wurde dann nicht einmal ein Antrag auf Folgegeben gestellt. Wenn Sie also der Minderheit folgen, werden Sie im Ständerat gute Argumente brauchen, um ihn davon abzubringen, klar dagegen zu sein.

Mit dieser Ausgangslage beugte sich Ihre Kommission an der Sitzung vom 14. August 2018 über die drei Standesinitiativen. Ihre Mehrheit lehnte sie, wie eingangs erwähnt, ab. Die

AB 2018 N 1567 / BO 2018 N 1567

drei Standesinitiativen wollen im Grunde dasselbe. Sie wollen, dass etwas gegen die tiefen Milchpreise unternommen wird.

Seit dem Tiefststand haben sich die Preise aufgrund der besseren Wechselkurse zwar wieder etwas erholt, die Preise für Industriemilch sind mit ungefähr 50 Rappen pro Liter aber immer noch tief, sehr tief und mitverantwortlich dafür, dass etwa 5 Prozent der Milchbetriebe jährlich aussteigen. Das heisst, sie verlagern ihre Produktion auf andere Zweige, oder sie verkaufen ihre Betriebe. Im gesamten Sektor beträgt der Strukturwandel etwa 2 Prozent, im Milchbereich sind es, wie gesagt, 5 Prozent. Das allein ist ein Hinweis darauf, wie problematisch die Situation im Milchbereich ist. Für viele Bauernfamilien ist das eine enorme Belastung. Dies sieht die Kommissionsmehrheit genauso wie die Kommissionsminderheit als echtes Problem.

Es ist aber wichtig zu wissen, dass es innerhalb des Milchsektors grosse Unterschiede gibt. Die Preise haben sich je nach Verwendungszweck sehr unterschiedlich entwickelt. Von 2004 bis 2017 hat sich z. B. der Preis der Milch für Greyerzkerkäse immer um die 80 Rappen bewegt. Er ist also nicht gesunken. Der Preis für Biomilch schwankte zwischen 75 und 83 Rappen. Biomilch wird in gewissen Regionen nach wie vor stark nachgefragt. Der Preis der Milch für Emmentalerkäse hingegen ist zwischen 2009 und 2013 stark gesunken, konnte sich seither aber wieder stabilisieren.

Generell gilt: Wer einfach den Rohstoff Milch liefert, ein undifferenziertes Angebot, erreicht auf dem Markt einen zu tiefen Preis. Wer hingegen für ein Produkt liefert, das im Schweizer oder im Exportmarkt beliebt ist, darf mit einem guten Milchpreis rechnen.

Die Mehrheit der Kommission, der Bundesrat und der Ständerat stellen fest, dass die Mengensteuerung – das



ist der Hauptgrund, warum wir die Initiativen ablehnen – das Problem des tiefen Milchpreises gar nicht lösen würde, denn wir haben beim Käse offene Grenzen. Damit dient der Käsemarkt als Ventil bzw. als Ausgleich zwischen dem schweizerischen und dem EU-Milchpreis. Es lässt sich aufgrund der Preisentwicklung in den letzten Jahren klar feststellen, dass der Schweizer Milchpreis ohne Stützung sehr stark vom EU-Milchpreis abhängt. Das könnte man mit einer Mengensteuerung nicht ändern. Unilaterale Milchmengenreduktionen der Schweiz würden nur einen sehr geringen Einfluss auf den Preis haben, weil der EU-Milchmarkt sehr viel grösser ist.

Die Mengensteuerung würde zudem ausgerechnet diejenigen Betriebe und Initiativen bestrafen, welche die Käsemarktöffnung erfolgreich nutzen konnten, um hochwertige, innovative Produkte zu entwickeln und eben auf dem Markt zu platzieren. Es darf nicht vergessen werden, dass die Käsemarktöffnung dazu geführt hat, dass die Produktvielfalt und die Anzahl qualitativ hochwertiger Schweizer Produkte viel grösser geworden sind.

Die Mehrheit der Kommission konnte sich auch nicht vorstellen, wie die Initiativen konkret umgesetzt werden könnten. Die Umkehr der in den Neunzigerjahren aufgehobenen Milchkontingentierung wäre ausserordentlich schwierig, denn seither hat sich in der Milchproduktion in der Schweiz vieles verändert. Viele Bauern sind nicht mehr reine Rohstofflieferanten, sondern haben sich zu Käsegenossenschaften, Umwelt- und Regiolabels zusammengeschlossen, haben eigene Produkte entwickelt, Qualitätsstandards eingeführt, Vermarktungsstrategien entwickelt. Viele von ihnen betreiben auch Direktvermarktung und veredeln die Milch auf dem Hof. Vor diesem Hintergrund wäre es kaum möglich, die Mengen fair zuzuteilen und die Mengensteuerung fair so zu organisieren, dass sie dennoch dem Verfassungsgrundsatz gerecht wird, der besagt, dass sich die landwirtschaftliche Produktion auf den Markt ausrichten muss.

Die Kommissionsminderheit, die – wir haben es gehört – Handlungsbedarf sieht und die dramatische Situation gewisser Betriebe herausstreicht, konnte uns auch nicht aufzeigen, wie denn diese Standesinitiativen umgesetzt werden könnten.

Es ist auch nicht so, dass die Akteure im Milchsektor eine Mengensteuerung möchten. Im Gegenteil, alle Milchverbände haben sich diesbezüglich klar positioniert und sind gegen diese Standesinitiativen.

Die Kommission ruft auch in Erinnerung, dass der Bund Beiträge über Zulagen und Beihilfen, über die Absatzförderung für Milch und Käse und über die "Schoggi-Gesetz"-Nachfolgeregelung leistet. Er lässt also die Milchbauern nicht im Stich. Insgesamt kommen damit knapp 12 Rappen des Milchpreises über Subventionen des Bundes zustande.

Diese Zahlungen sind in der "amber box" der WTO notifiziert. Der Bundesrat plant, sie auch längerfristig in dieser "amber box" zu behalten; das sind die erlaubten Unterstützungen. Er plant im Rahmen der Agrarpolitik 2022 plus keinen Abbau dieser Massnahmen, wurde uns versichert.

Die Mehrheit der Kommission hat als Alternative zu den Standesinitiativen aber eine Motion (18.3711) überwiesen, welche die Abstufung der Verkäsungszulage fordert, denn ein relativ grosser Teil dieser Zulage verbleibt nicht bei den Bauern. Wir hoffen, das mit dieser Motion zu verbessern.

In diesem Sinne bitte ich Sie im Namen der Kommissionsmehrheit, den drei Standesinitiativen keine Folge zu geben.

Page Pierre-André (V, FR): Monsieur le rapporteur, j'ai bien écouté vos propos. Vous avez fait part de votre souci également en ce qui concerne les prix bas du lait destiné à l'industrie agroalimentaire. Vous étiez avec moi lorsque nous avons reçu les industriels de ce domaine, vous avez dit votre ras-le-bol, vous avez même utilisé l'expression "Nase voll" et, aujourd'hui, vous dites qu'il ne faut pas donner suite à ces initiatives. J'aimerais savoir pourquoi vous avez changé d'avis.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Herr Page, es ist gut, dass Sie mich darauf hinweisen. Das war eine Veranstaltung, in der – das darf man heute, glaube ich, sagen – verschiedene Bauernvertreter der Migros gesagt haben, sie solle doch endlich faire Preise bezahlen. Die Migros war damals ausgeschert und sagte, dass sie sich nicht nach einer Preiserhöhung für die Bauern richte, die viele andere Branchen, aber auch Verarbeiter einführen wollten. Das unterstütze ich immer noch, Herr Page!

Ich finde absolut, dass die Grossverteiler, die Käse- und Milchverarbeiter den Bauern endlich einen anständigen Preis bezahlen sollen. Das sollen sie, das können sie, denn es sind vor allem die Verarbeiter, die enorm von der Abschottung der Schweiz, von den Zöllen, die die Schweiz erhebt, profitieren. Sie sollen mit ihrer grossen Marktmacht dafür sorgen, dass die Bauern faire Preise erhalten.

Hier geht es aber um etwas anderes. Hier geht es um Standardverträge, die alle betreffen. Die Initianten wollen, dass man die Mengen und Preise über solche Standardverträge steuert. Wir stellen einfach in Einklang mit



dem Bundesrat und dem einstimmigen Ständerat fest, dass man damit das Ziel, dass es für die Bauern höhere Milchpreise gibt, nicht erreichen kann.

Aebi Andreas (V, BE): Das ist ein Hilferuf der Regionen. Die Schweiz findet nicht zwischen Zürich, Bern und Genf statt, sondern auch in den Randregionen, wo die graslandbasierte Produktion – das ist ein Label – stattfindet. Der Ständerat hat uns noch nie geholfen. Haben Sie nicht das Gefühl, man sollte jetzt zustimmen – ich werde es tun-, um ein Zeichen zu setzen und zu zeigen, dass dieser Hilferuf da ist? Die Margen haben Sie richtig genannt; Schweiz: 50 Rappen Produktion, Fr. 1.60 Verkauf; Deutschland: 40 Rappen Produktion, 80 Rappen Verkauf. Aber diesen Hilferuf sollte man hier unterstützen, auch wenn wir im Ständerat keine Chance haben. Das ist mir auch klar.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Ich spreche hier im Namen der Kommission, und die Kommission will keine Zeichen setzen, sondern hat sich die Frage gestellt: Bringen diese Standesinitiativen etwas? Sie ist mehrheitlich zum Schluss gekommen: Nein, sie bringen nichts. Deshalb lehnt sie die Standesinitiativen ab.

von Siebenthal Erich (V, BE): Herr Kollege Jans, man kann ja immer sagen, diese Vorlage kann man so nicht umsetzen.

AB 2018 N 1568 / BO 2018 N 1568

Aber Sie wissen auch, dass wir gerade im Sömmerungsgebiet zunehmend Probleme haben, Tiere zu bekommen. Und wenn die Milch längere Zeit – und diese Zeit ist schon vergangen – keinen besseren Preis erhält, werden wir ohne genügend Besatz die Aufgaben im Sömmerungsgebiet nicht mehr erfüllen können. Wie sehen Sie die Strategie?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Mit der Agrarpolitik 2022 plus muss man natürlich hier entsprechende Korrekturen vornehmen. Es wäre aus meiner Sicht – ich kann hier nicht im Namen der Kommission reden, weil wir die Agrarpolitik 2022 plus noch nicht behandelt haben – ein Fehler, wenn man in diesem Zusammenhang Massnahmen treffen würde, welche die Sömmerung oder generell die Bewirtschaftung unserer Berggebiete schwächen würden. Im Gegenteil, man müsste das Umgekehrte machen.

16.309

Le président (de Buman Dominique, président): La commission propose de ne pas donner suite à l'initiative. Une minorité Brunner Toni propose d'y donner suite.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.309/17615)

Für Folgegeben ... 91 Stimmen

Dagegen ... 70 Stimmen

(21 Enthaltungen)

17.301

Le président (de Buman Dominique, président): La commission propose de ne pas donner suite à l'initiative. Une minorité Brunner Toni propose d'y donner suite.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.309/17616)

Für Folgegeben ... 88 Stimmen

Dagegen ... 75 Stimmen

(22 Enthaltungen)

17.310

Le président (de Buman Dominique, président): La commission propose de ne pas donner suite à l'initiative. Une minorité Brunner Toni propose d'y donner suite.





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2018 • Zwölfte Sitzung • 25.09.18 • 08h00 • 16.309
Conseil national • Session d'automne 2018 • Douzième séance • 25.09.18 • 08h00 • 16.309



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 16.309/17617)

Für Folgegeben ... 89 Stimmen

Dagegen ... 72 Stimmen

(25 Enthaltungen)

